



EUROPEAN ASSOCIATION FOR
THE EDUCATION OF ADULTS

Contact

ASSOCIATION
EUROPÉENNE POUR
L'ÉDUCATION DES
ADULTES (EAEA)

Registre de transparence
no. 3334854676-12

Regina Ebner
Secrétaire générale
gina.ebner@eaea.org

Raffaella Kihrer
Secrétaire générale
adjointe et responsable
de la politique
raffaella.kihrer@eaea.org

Davide Muraro
Coordinateur des
politiques et des projets
davide.muraro@eaea.org

ESF+ : Il doit devenir plus inclusif et plus accessible, et il doit placer les apprenants au centre !

Réaction de l'EAEA

Décembre 2023

En 2023, l'EAEA a interrogé ses membres sur leur expérience des projets financés par le FSE+ et a recueilli des recommandations pour améliorer le FSE+ sur la base de leurs réponses. Les réponses de nos membres montrent que bon nombre des défis et des problèmes identifiés restent les mêmes que dans les enquêtes précédentes : le processus de demande et de rapport est trop complexe pour les petites organisations, l'effort administratif et les taux de cofinancement requis sont trop élevés, et la durabilité des actions n'est souvent pas garantie.

Nous demandons que le programme devienne plus inclusif et qu'il soit basé sur les besoins des apprenants.

Le Fonds social européen+ (FSE+) est un instrument de financement clé pour l'éducation non formelle des adultes en Europe. L'éducation des adultes (EA) contribue à soutenir les objectifs du FSE+ en fournissant des compétences transversales et des aptitudes à la vie quotidienne. Ces compétences et aptitudes permettent d'améliorer l'accès à l'emploi et de créer de meilleures opportunités d'emploi et de formation continue.

L'éducation des adultes peut également améliorer la capacité d'adaptation des travailleurs à de nouveaux environnements de travail et à de nouveaux besoins, et contribuer à un meilleur bien-être général. Elle favorise l'inclusion sociale et touche les personnes les plus éloignées de l'apprentissage. Elle crée des liens entre les personnes, les communautés et le marché du travail et favorise le développement continu des compétences personnelles et professionnelles ainsi que l'emploi durable et de qualité.

Funded by the European Union. Views and opinions expressed are however those of the author(s) only and do not necessarily reflect those of the European Union or the European Education and Culture Executive Agency (EACEA). Neither the European Union nor EACEA can be held responsible for them.

Les projets financés par le FSE+ dans l'éducation des adultes ont contribué de manière significative à promouvoir le développement régional et une meilleure cohésion sociale grâce à un large éventail de programmes d'apprentissage, allant de l'éducation de base et des mesures d'inclusion pour les migrants à l'éducation numérique et à l'éducation en milieu carcéral.

En 2017, nous avons interrogé nos membres pour la première fois sur le financement du FSE+ pour l'EA, et nous avons mené d'autres enquêtes en 2020 et 2023. Bien que le nom du programme ait changé, passant de FSE à FSE+, la plupart des défis et des questions semblent être restés les mêmes.

Défis et enjeux

- **Des procédures de demande complexes :** Celles-ci ont déjà été mises en évidence comme un défi majeur pour les nouveaux candidats lors de la première enquête en 2017. Les organismes d'EA affirment qu'il est toujours difficile de remporter des projets, et peut-être encore plus pour l'EA non formelle, en particulier pour les petites organisations et celles qui n'appartiennent pas aux partenaires établis des autorités de financement. Cela indique un manque d'accessibilité dans le processus de candidature.
- **Influence de certaines parties prenantes et éligibilité limitée au financement :** Les commentaires des membres de l'EAEA indiquent que les programmes du FSE+ sont co-développés avec des parties prenantes présélectionnées. Cela limite considérablement les possibilités pour les nouvelles organisations et les autres parties prenantes d'avoir leur mot à dire. Dans le même temps, les membres de l'EAEA signalent que les possibilités d'être inclus dans la conception du programme sont très limitées et nécessitent des efforts considérables, ce que de nombreuses organisations ne peuvent pas se permettre.
- **Des délais d'approbation trop longs :** Les périodes d'approbation très longues entraînant des retards de paiement constituent un problème majeur. Les organisations signalent que les programmes d'apprentissage commencent avant de savoir s'ils recevront un financement du FSE+ parce qu'ils doivent encore respecter les dates de début spécifiées dans la demande. Il en résulte une grande incertitude financière pour les organisations chargées de la mise en œuvre, dont certaines doivent contracter des emprunts pour payer les salaires.



- **Retard de paiement des derniers versements :** Les membres de l'EAEA signalent que dans certains projets de la période de financement précédente jusqu'en 2020, les derniers versements n'ont été effectués que 5 à 7 ans plus tard, c'est-à-dire seulement après l'audit. Il peut en résulter des dizaines de milliers d'euros manquants dans les comptes et le bilan, ce qui peut conduire les organisations à devoir cesser complètement leurs activités.
- **Une charge administrative et des coûts élevés :** La charge administrative très élevée et les calculs complexes des coûts ainsi que les exigences en matière de rapports restent également un problème majeur. Les membres de l'EAEA indiquent également que la part de financement des frais de fonctionnement - c'est-à-dire le loyer, le chauffage/la climatisation des salles de cours, l'infrastructure numérique, etc. - n'est pas suffisante pour couvrir les coûts réels. Cela affecte la mise en œuvre efficace des projets et conduit même les organisations à décider de ne pas poursuivre le financement du FSE+ et de mettre fin à ces domaines d'activité.
- **Durabilité financière et problèmes de financement succédant :** Des inquiétudes ont déjà été soulevées en 2017 concernant le faible niveau de financement public régional pour l'EA, ce qui a un impact sur la durabilité des programmes et des actions une fois que le projet FSE+ prend fin. Cette situation n'a pas changé ; au contraire, les membres de l'EAEA signalent que le financement régional reste faible et que, dans certains cas, il a même été complètement supprimé. Par conséquent, les programmes qui ont été financés par le FSE+ pendant de nombreuses années et qui ont conduit au développement de structures et de savoir-faire restent sans financement successeur et, par conséquent, s'arrêtent complètement. Parallèlement, les exigences de cofinancement des coordinateurs de projet et des partenaires sont très élevées dans certaines régions, ce qui rend très difficile la participation des petites organisations aux actions du FSE+.
- **Financement insuffisant pour les groupes cibles et définition étroite des bénéficiaires éligibles :** Alors que le FSE+ vise à cibler des groupes spécifiques, en particulier ceux qui ont moins d'opportunités, le financement reste insuffisant et empêche même ces groupes cibles de participer à l'apprentissage. Certains membres de l'EAEA signalent même que les groupes cibles ont été encore plus restreints, de sorte qu'il est très difficile de trouver des participants pour les programmes éligibles au financement.
- **L'externalisation des activités de projet proprement dites, en particulier dans le cas des très grands prestataires :** Les membres de l'EAEA signalent que le financement est souvent accordé aux services publics de l'emploi et à leurs agences de formation, qui sous-traitent ensuite les cours de formation proprement dits à d'autres prestataires d'EA plus petits. Ces derniers ne sont pas consultés sur les programmes de formation et doivent proposer des programmes de formation standardisés. C'est une perte pour l'innovation et les nouvelles approches pédagogiques.



- **Problèmes de transparence dans les audits et les coupes budgétaires :** Les réactions des membres de l'EAEA font état de problèmes persistants liés au manque de transparence des audits et aux coupes budgétaires sans aucune explication ni justification. La sélection des sociétés d'audit qui réalisent les audits pour les autorités du FSE+ est également critiquée : Les membres de l'EAEA affirment que les audits ont tendance à ignorer la réalité financière et personnelle des organisations à but non lucratif et à exiger des preuves disproportionnées par rapport au type de financement et aux organisations.
- **Préoccupations concernant la protection des données :** Le respect de la vie privée, notamment en ce qui concerne la protection des données des participants, reste un problème majeur. Les prestataires d'EA travaillent avec des groupes vulnérables ; cependant, le FSE+ exige des prestataires d'apprentissage qu'ils conservent des listes de participants très détaillées. C'est pourquoi certaines personnes décident finalement de ne pas participer aux programmes d'apprentissage, parce qu'elles ne veulent pas révéler autant d'informations personnelles sur elles-mêmes et parce qu'elles ne veulent pas être stigmatisées comme "peu qualifiées" ou similaires par une autorité publique qui reçoit ces listes. On craint que les données ne soient transmises à d'autres autorités aux niveaux régional et national, ce qui pourrait entraîner des problèmes. Les membres ont également signalé que des apprenants de programmes achevés depuis longtemps ont été appelés par l'Office européen de lutte antifraude pour vérifier si les programmes d'apprentissage du FSE+ n'étaient pas utilisés à des fins frauduleuses. Les apprenants étaient très inquiets et effrayés par ces appels et ne comprenaient pas pourquoi ils étaient appelés dans le cadre des mesures anti-fraude.



Recommandations

AMÉLIORER L'ACCÈS DES ORGANISATIONS EA AU FSE+ ET EMPÊCHER L'EXTERNALISATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET PROPREMENT DIT

La complexité des procédures de candidature pour les projets FSE+ rend l'accès à cet instrument de financement difficile pour les nouveaux candidats. Les organisations d'EA affirment également que les autorités de financement ont souvent à l'esprit un groupe prédéfini de bénéficiaires lorsqu'elles conçoivent des projets, ce qui constitue un obstacle pour les organisations qui n'appartiennent pas à ce groupe d'"élus". Cette situation signifie que les acteurs les plus importants et les plus connus se voient généralement attribuer le projet, mais par la suite, ils sous-traitent souvent la mise en œuvre de leur projet à des prestataires plus petits, par exemple pour des cours sur le marché du travail. Ces petits contrats de service ont tendance à être précaires et ne garantissent aucune prévisibilité en termes de financement futur.

Pour atteindre davantage de groupes cibles, le FSE+ devrait être ouvert à de nouvelles organisations. Des stratégies doivent être élaborées aux niveaux européen, national et régional pour garantir la transparence dans l'élaboration des programmes du FSE+ et empêcher l'influence indue de certains groupes d'intérêt. En outre, ces stratégies devraient activement faciliter l'accès des nouvelles organisations et réduire les obstacles administratifs. Il s'agit d'une économie d'échelle - un ajustement du programme pour les plus petits prestataires est essentiel !

DONNER AUX PRESTATAIRES LEUR MOT À DIRE DANS LA CONCEPTION DES PROJETS

Les prestataires ne sont pas toujours et pas partout consultés lors de la phase de planification des projets. Au lieu de cela, on leur demande de postuler pour des projets préformulés qui doivent être remplis d'activités. Les organisations d'EFA regrettent que cela laisse peu de place à l'innovation en matière de contenu et de méthodes d'apprentissage. Les prestataires d'EFA ont souvent de nombreuses années d'expérience dans le travail avec des groupes cibles spécifiques et dans la poursuite d'objectifs précis. Leur contribution à la conception de projets pourrait être une situation gagnant-gagnant pour toutes les parties impliquées : pour les apprenants, les prestataires et aussi pour les autorités qui souhaitent mettre en œuvre certaines mesures.



SOUTENIR LES CHANGEMENTS STRUCTURELS ET LES INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Les programmes du FSE+ contribuent à la mise en place de structures organisationnelles et à la promotion du savoir-faire et de la professionnalisation du secteur, ce qui joue également un rôle important pour le développement régional. Toutefois, cela nécessite des stratégies régionales pour soutenir les changements structurels et l'apport d'un soutien financier régional approprié aux organisations impliquées dans les projets du FSE+. Ce soutien structurel et financier est également nécessaire pour permettre aux organisations de participer aux appels du FSE+.

ASSURER UN FINANCEMENT ADÉQUAT ET UN FINANCEMENT SUCCESSIF DES ACTIONS

Les demandes FSE+, une fois soumises, sont souvent évaluées et approuvées ou rejetées après un long délai. Par conséquent, les organisations doivent commencer à mettre en œuvre les actions mentionnées dans la demande sans savoir si elles seront financées, avec tous les coûts d'organisation et de personnel que cela implique. Des lignes directrices sont nécessaires pour accélérer le processus d'approbation des projets FSE+ afin de garantir que les programmes puissent démarrer à temps et que les difficultés financières des organisations soient minimisées. Les allocations de fonds doivent être équitables et adaptées aux différents secteurs et groupes cibles. Les décideurs politiques devraient également mettre en place des mesures visant à éliminer les inégalités en matière de cofinancement régional et, en général, réduire les exigences de cofinancement, en particulier dans le cadre de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, car elles sont essentielles pour permettre aux petits prestataires de participer aux projets.

En outre, le financement ultérieur des programmes financés par le FSE+ doit être garanti par la région ou le pays de mise en œuvre afin que les structures et l'expertise qui ont été construites au cours de nombreuses années ne s'arrêtent pas soudainement à la fin du projet. Cela nécessite un contrôle accru des structures de financement des successeurs, mais aussi une pression sur les autorités régionales et nationales pour qu'elles assurent le financement des successeurs. Cela peut également permettre d'éviter que les responsabilités de financement de certains domaines de l'éducation et de la formation ne soient entièrement transférées aux instruments européens et que les structures régionales et nationales ne soient démantelées.



FACILITER ET SIMPLIFIER L'ADMINISTRATION ET LA GESTION DES PROJETS ESF+

Les projets FSE+ requièrent beaucoup d'administration et de rapports. Ceci est particulièrement difficile pour les petites organisations qui ne comptent que quelques employés. En outre, les règles relatives aux obligations en matière de rapports et de comptabilité diffèrent d'un pays à l'autre et parfois même d'un projet à l'autre. Les bénéficiaires du FSE+ signalent également des changements dans les règles d'établissement de rapports pendant la durée des projets, qui doivent être mis en œuvre rétrospectivement. Cela prend un temps précieux au personnel - et aux fonds du projet - au détriment des activités réelles. Pour atteindre les objectifs du FSE+, l'accent devrait être mis moins sur l'application et les rapports que sur les besoins des apprenants.

PROMOUVOIR L'INCLUSION, LA DIVERSITÉ ET LA DURABILITÉ

Les programmes du FSE+ sont très fortement axés sur le marché du travail dans la période de financement actuelle. Toutefois, les prestataires d'EA notent qu'il convient de mettre davantage l'accent sur les compétences transversales et les aptitudes à la vie quotidienne qui favorisent l'inclusion, la diversité et la durabilité. Non seulement ces compétences renforcent l'employabilité, mais elles favorisent également la flexibilité, la résilience, l'esprit critique, la créativité et bien d'autres capacités et compétences qui profitent non seulement au marché du travail actuel, mais qui anticipent également les développements futurs.

ÉVITER LES GROUPES CIBLES TROP ÉTROITEMENT DÉFINIS

S'il est important d'adapter les offres éducatives à des groupes cibles spécifiques pour les attirer vers l'apprentissage, les offres ne doivent pas être trop exclusives, sinon il sera difficile d'attirer suffisamment de participants aux programmes, mais aussi d'assurer la diversité des groupes d'apprenants. En outre, l'accès aux programmes pour un groupe cible étroitement défini peut conduire à la stigmatisation de ce groupe.

Cependant, les programmes financés par le FSE+ pourraient se concentrer sur des besoins spécifiques partagés par différents groupes cibles. Cela renforcerait le sentiment d'appartenance à une communauté et la compréhension des défis communs, et favoriserait l'apprentissage interculturel et intergénérationnel.



PLACER LES APPRENANTS AU CENTRE ET PROTÉGER LES DONNÉES PRIVÉES

Une taille unique ne convient pas à tous : les groupes cibles ont des besoins différents - par exemple, garde d'enfants pendant les heures de cours, participation flexible aux cours, cours du soir au lieu de cours du jour, etc. De nombreux programmes financés par le FSE+ ne permettent pas ce type de flexibilité, en particulier s'ils doivent suivre des modèles de cours standardisés, par exemple pour les autorités du marché du travail. Lorsque l'on travaille avec des groupes cibles ayant moins d'opportunités, leurs besoins doivent être pris en compte afin de les engager dans l'apprentissage et d'atteindre des taux de rétention élevés. En outre, les rapports sur les projets du FSE+ nécessitent une variété de données sur les profils des participants ainsi que des indicateurs de leur réussite en matière d'apprentissage.

Le FSE+ doit veiller à ce que toutes les données privées des participants collectées au cours du programme soient protégées et ne soient pas partagées avec d'autres autorités. L'Union européenne doit élaborer et appliquer des politiques visant à protéger la vie privée des apprenants et établir des lignes directrices claires pour la collecte, le stockage et l'utilisation des données privées afin de protéger les droits des participants.

L'Association européenne pour l'éducation des adultes (EAEA) est la voix de l'éducation non formelle des adultes en Europe. L'EAEA est une ONG européenne qui compte 122 organisations membres dans 42 pays et représente plus de 60 millions d'apprenants dans toute l'Europe.



**EUROPEAN ASSOCIATION FOR
THE EDUCATION OF ADULTS**

